**Réflexions quant au déclenchement d’une grève générale illimitée et au plan d’action que nous pouvons mettre en place**

Plusieurs questions s’imposent à nous dès qu’il s’agit d’élaborer un plan d’action pour contrer l’indexation, une escalade des moyens de pression et la possibilité de déclencher une autre grève générale illimitée.

**Quelques considérations éparses**

D’abord, la GGI n’est pas une fin : c’est un moyen qui nous permet d’établir un rapport de force afin d’obliger un interlocuteur en position de force (le gouvernement, l’administration d’une université ou d’un cégep) à céder et donc, à négocier avec nous. Bref, si on ne réussit pas à se faire écouter autrement, utilisons la GGI.

Il nous faut donc de prime abord des objectifs : que voulons-nous gagner par la GGI? Voulons-nous bloquer l’indexation? Réduire les frais de scolarité? Abolir les frais afférents? Rendre les mesures d’aide financière plus accessible? Préserver les crédits d’impots? Avoir la gratuité scolaire en 5 ans? 10 ans?

Avec qui voulons-nous construire cette grève? Quels-les sont nos alliés-es potentiels-les? D’abord, notre relation avec les fédérations étudiantes a fondu comme peau de chagrin, et il faut prévoir qu’elles vont nous backstabber. Avec les centrales syndicales, ce n’est guère mieux : leurs positions pour la gratuité scolaire ont disparu magiquement pendant le Sommet. Quant aux syndicats des communautés universitaires et collégiales, une mise à jour s’impose, car c’est on ne peut plus flou. Sans l’appui des profs et des chargés-es de cours, la grève risque d’être pénible. Et il nous reste la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics. Donc, deux alliés potentiels, et plusieurs ennemis probables.

Quels sont les risques de récupération? Bon, on s’est fait récupéré par le PQ lors des dernières élections, maintenant les fédérations étudiantes, avec le Sommet, tentent de grappiller des faux gains et récupèrent notre travail. Toutefois, et nous avons tendance à l’oublier, nous avons réussi lors du printemps dernier à manœuvrer pour ne pas se faire récupérer pendant le mouvement de grève, et à obtenir l’abolition de la hausse + une augmentation de l’AFE. Avec l’écroulement du mouvement, nous avons perdu notre rapport de force, et c’est pourquoi le PQ a pu nous trahir de la sorte. N’oublions pas qu’un gouvernement n’est jamais gentil ou méchant : il cherche toujours à se faire réélire, quitte à bafouer toutes ses promesses… Et c’est toujours un ennemi objectif. Bref, dans les conditions actuelles, les risques de récupération pendant une GGI (ou avant, comme en ce moment) sont fort élevés : PQ + Fédés + Syndicat.

Les dangers des élections. Bientôt, le PLQ va avoir comme chef Philippe Couillard (à moins d’un grand revirement de situation), et nous avons un gouvernement minoritaire. Bref, on peut encore nous rejouer le coup du cirque électoral en déclenchant des élections avant ou même pendant une grève étudiante, ce qui rend la planification à moyen terme plus ardue. En effet, nul ne peut prévoir la durée du mandat du PQ : il risque de rester au pouvoir plus longtemps qu'on ne le croit, et   les autres partis ne risquent pas de changer la politique de frais de scolarité s'ils rentrent au pouvoir d'ici deux ans.

Au final, nous ne sommes pas dans l’obligation de bloquer l'indexation dès le début, vu sa nature graduelle. Il serait, au contraire, peut-être préférable y aller avec un plan offensif plutôt que défensif. Nous pourrions alors construire une grève basée sur l'idée d'une réduction des frais et d’une bonification de l'AFE plutôt que simplement se battre contre 3% d’augmentation. Alors tant qu'à y être, nous pouvons réfléchir à un plan offensif qui prévoit une GGI à plus long terme, dans un horizon planifiable, quand les cégeps ne seront plus brulés, et se replier sur d’autres moyens d’action à court terme : grèves ponctuelles, actions de perturbation, manifestations de nuit, etc. Ce faisant, nous maintenons la pression, sans nous lancer dans un projet quasiment voué à l’échec.

**État de la mobilisation sur les campus**

Premier élément de réflexion :

Les cégeps sont brulés. Il y sera impossible d'y gagner un vote de grève tant que les tensions n'auront pas diminuées et il nous faut attendre que les cohortes qui ont fait la grève s'en aillent (minimum automne 2014).

Il semble que la grève illimitée ait fortement polarisé la situation. Les votes de grève pour le 25 et 16 février tendent à démontrer la situation suivante :

1- Les cégeps ayant fait la grève au-delà de l'été n'ont pas été capable de voter une grève d’une ou de deux journées. De plus, dans plusieurs cas, les étudiants et les étudiantes ont voté massivement contre la grève, dans des assemblées générales très populeuses - Valleyfield, Ahuntsic, Rosemont, Maisonneuve, Vieux-Montréal et André-Laurendeau. Or, ces cégeps représentent le noyau dur d’une grève générale. Le cégep de Maisonneuve et le Vieux-Montréal sont des bastions de la grève, où la population étudiante est généralement mobilisable, malgré le grand nombre de programmes techniques.

Il y a eu, bien sûr, quelques exceptions. Édouard-Montpetit, qui a fait un bed-in pour les gens d'Alma la veille, a quand même eu un vote serré et St-Laurent, qui a tenu son vote avant la surexposition médiatique.

2- Les cégeps ayant peu fait de grève ou ayant arrêté la grève avant l'adoption de la loi spéciale semblent avoir réussit à voter une grève d'une journée, mais le niveau d'appui reste relativement bas. C’est le cas de certains cégeps ayant arrêté la grève avant la loi spéciale : Sherbrooke, Alma et Mont-Laurier. Certains cégeps n’ayant pas ou presque pas participé au mouvement de l’an passé ont aussi réussi à voter la grève, comme Gérald-Godin, Limoilou et Granby.

Ce qui est plus inquiétant, c’est que d'autres cégeps, même en ayant fait une grève plus courte, n'ont pas parvenu à voté une journée de grève : Drummonville, Matane, Saint-Félicien.

3- Il serait possible de déclencher une grève universitaire dans les facultés et départements de sciences humaines et d'arts. L'enjeu de l'indexation ne semble pas pouvoir rejoindre les programmes traditionnellement moins militants. En effet, au niveau universitaire, le taux de succès des votes de grève semble conforme, et même supérieur, à ce que l'on observe d'habitude. La grève s'est toutefois cantonnée, comme cela est généralement le cas, aux associations d'arts et de sciences humaines. Les associations pan-campus qui se sont essayé n'ont pas gagné leur vote d'une journée de grève.

4- Pourquoi ne pas partir en grève maintenant, sans les cégeps? Plusieurs raisons justifient l’impossibilité d’une grève victorieuse si elle n’est qu’universitaire. En effet, nous pourrions être 20 000 universitaires de sciences sociales, d’arts et de lettres en grève que ça ne nous donnerait pas assez de rapport de force. La grève sert à deux choses : libérer du temps pour organiser des actions et perturber l’économie en bloquant la diplomation des cohortes. Or, seuls les cégeps (à cause des programmes techniques) et certains programmes universitaires (droit, médecine, génie, gestion, etc.) remplissent le deuxième critère. Sans eux, nous perdons le gros de notre force de frappe.

De plus, un bassin d’à peine 20 000 grévistes ne m’apparaît pas suffisant pour perturber l’économie et avoir assez de visibilité afin de faire reculer le gouvernement. En tant que tel, il faudrait être au moins 50 000 grévistes pour tenir une grève de 6 semaines ou plus et espérer bloquer l’indexation. Ce qui ne me semble que très peu probable dans les conditions actuelles. Calculons, au mieux, 15 000 personnes à l’UQAM, 7000 à l’Université de Montréal et 3000 à l’Université Laval, en étant très généreux.

**L’essoufflement sur les campus et la présence d’une droite organisée**

La question centrale de l’organisation d’un plan d’action devrait être : comment consolider la gauche, rallier le centre et isoler la droite. Avec la dernière grève, les notions de gauche et de droite se sont polarisées, et le centre s’est assez effrité.

D’abord, il nous faut construire un plan d’action que les militants et les militantes voudront mettre en application, sans être trop radicalement à gauche dès le départ. Nous devons avant tout recommencer du début et prouver notre bonne foi aux membres des associations étudiantes pour les inclure dans le plan d’action, peu importe sa visée. Dans tous les cas, il faudra composer avec une droite mobilisée, réseautée, vraiment en colère contre les associations étudiantes et surtout, prête à relancer les injonctions en cas de grève.

Plusieurs voies s’offrent à nous, en dehors d’une grève illimitée : intensifier la pression sur le gouvernement dès maintenant (manifestations, actions symboliques, actions de perturbations, journées ponctuelles de grève), organiser une vaste campagne de sensibilisation sur les campus sur l’indexation, l’aide financière aux études, la marchandisation de l’éducation, l’économie du savoir. Tout cela dans l’optique de permettre aux campus de reprendre leur souffle et de relégitimer la grève comme moyen de pression ultime.

**Saturation du discours économique sur l’éducation**

Un autre écueil possible serait la saturation du dossier des frais de scolarité. Après une campagne de deux ans avant la grève, suivie d’une campagne d’un an sur la gratuité scolaire, est-ce réellement envisageable de faire encore 1 an, 2 ans ou même 3 ans sur ce dossier? Alors que l’ASSÉ défend une éducation gratuite, publique, laïque, **de qualité**, **accessible** et **non-discriminatoire**, il me semble que l’accent a été beaucoup trop mis sur les barrières tarifaires d’accès à l’éducation, alors que les limites ne sont pas qu’économiques.

Pendant ce temps, nous devrions porter attention à d’autres dossiers, autant au Québec qu’au Canada. Avec un gouvernement conservateur qui bafoue la recherche, le droit des femmes, la justice, l’écologie, les autochtones et l’immigration; alors que le gouvernement péquiste poursuit une visée néolibérale en attaquant les moins nantis-es, il me semble que de rester fixer sur une mesure comme l’instauration de la gratuité scolaire serait un peu trop corporatiste et nous empêcherait de nourrir la colère des gens, une colère, une indignation et une rage pourtant nécessaires à l’éclosion d’un nouveau mouvement social d’ampleur.

**Proposition de plan d’action?**

Naturellement, l’ASSÉ et ses associations membres devraient réitérer rapidement :

- notre opposition à toute mesure visant la privatisation de nos institutions d’enseignement, la marchandisation de l’éducation, dont l’indexation des frais de scolarité et des frais afférents et l’instauration de l’assurance-qualité;

- notre exigence d’une réduction des frais de scolarité, dans une perspective de gratuité scolaire, et ce, sans discrimination pour les étudiants-es étrangers-ères; de même que des bonifications de l’Aide financière aux études afin de permettre au plus grand nombre d’étudiants et d’étudiantes d’y avoir accès.

Par contre, la prochaine campagne devrait être plus large et s’articuler autour du fédéral et des promesses brisées des péquistes :

* Dénonçons les mesures d’austérité infligées par les gouvernements, dont les compressions budgétaires dans l’assurance-chômage et celles dans l’aide sociale.
* Exigeons un réinvestissement public massif dans l’enseignement au niveau postsecondaire et dans la recherche fondamentale.
* Dénonçons les attaques du gouvernement conservateur envers le droit des femmes (avortement et autres), l’environnement, les peuples autochtones, les immigrants-es et tout autre groupe minoritaire, de même que le durcissement du code criminel.

Ainsi, la prochaine campagne de l’ASSÉ pourrait prioriser une mobilisation plus large et citoyenne en se solidarisant avec les groupes communautaires et les syndicats, tout en continuant de lutter sur les enjeux liés à l’éducation postsecondaire.

Plan d’action :

1. Organiser une vaste campagne d’information et d’éducation populaire sur les enjeux liés à l’éducation et sur les présentes attaques gouvernementales pendant la présente session et la session suivante
2. Faire une manifestation nationale en automne (en solidarité avec les autres groupes touchés par les attaques gouvernementales)
3. Tenir de journées de grèves ponctuelles pour favoriser la participation aux actions
4. Tenir une assemblée générale de grève lors de la prochaine session afin de décider de la suite du plan d’action.

**Conclusion :**

Comme les conditions actuelles ne sont pas favorables au déclenchement d’une grève générale illimitée, il faut maintenir un discours sur la question des frais pour garder le niveau de politisation sur la question. Ainsi, il nous faut encourager, organiser, appuyer, diffuser et participer à toute action ou manifestation s’inscrivant dans une intensification de la pression sur le gouvernement afin de bloquer l’indexation des frais de scolarité.

Par contre, il nous faut en envisager une campagne offensive sur plus long terme, et ce faisant, élargir notre champ d’appui en attaquant le fédéral et en se solidarisant des autres groupes qui luttent contre les conservateurs et les péquistes.

Parce que si, « ce n’était qu’un début » lors du printemps dernier, faisons en sorte de créer un raz-de-marée encore plus puissant dans quelques années. Ne laissons pas les gouvernements nous dicter la marche à suivre et organisons la réplique!